

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CONSEIL GENERAL DE L'ESSONNE
Direction des Déplacements
Hôtel du Département
Boulevard de France
91012 EVRY



**MAITRISE D'ŒUVRE
RD 31 : LIAISON RD 17/ RD 74
Communes d'Itteville et de Saint-Vrain**

REGLEMENT DE CONSULTATION

Date et heure limites de remise des offres :

Le 30 Avril 2013 à 16 heures 30 impérativement.

SOMMAIRE

Article premier : Objet et étendue de la consultation	3
Article 2 – Conditions de la consultation	4
Article 3 – Contenu du dossier de consultation	6
Article 5 – Présentation des candidatures et des offres	6
Article 6 – Jugement des offres.....	8
Article 7 – Conditions d'envoi ou de remise des offres.....	11
Article 8 : Renseignements complémentaires.....	13

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Article premier : Objet et étendue de la consultation

1.1 – Objet de la consultation

Le présent appel d'offres concerne la maîtrise d'œuvre relative à la conception du projet et le suivi des travaux de réalisation de la déviation de la RD 31 entre la RD 17 et la RD 74.

Catégorie d'ouvrage et nature des travaux : Infrastructure – Réhabilitation ou Construction.

Lieu d'exécution : Itteville et Saint-Vrain

1.2 – Etendue de la consultation

Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions des articles 33, 57 à 59, 72 et 74 du Code des Marchés Publics et à la loi MOP du 12 juillet 1985 et à ses décrets d'application.

Nomenclature européenne : 71240000

Nomenclature départementale : 71.04

1.3 – Forme de la consultation

Il s'agit d'un marché public unique à prix global et forfaitaire.

1.4 – Contenu de la mission de maîtrise d'œuvre

Conformément au décret du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics ainsi qu'aux dispositions de l'article 7 de la loi n° 85.704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi M.O.P., le marché se décompose en trois tranches qui comportent les éléments de mission de base et les missions complémentaires ci-après :

Tranche ferme (TF)

- études d'avant-projet (AVP)
- MC1 : dossier d'autorisation au titre de la loi sur l'eau et actualisation de l'étude d'impact
- MC2 : assistance au maître d'ouvrage pour mettre en œuvre la consultation et l'information des interlocuteurs externes

Tranche conditionnelle 1 (TC1)

- études de projet (PRO)
- MC3 : dossier d'autorisation de travaux en site classé
- MC4 : dossier d'autorisation de défrichement
- MC5 : assistance au maître d'ouvrage pour mettre en œuvre la consultation et l'information des interlocuteurs externes

Tranche conditionnelle 2 (TC2)

- assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT)
- examen de conformité (VISA)
- direction de l'exécution des contrats de travaux et ordonnancement, pilotage et coordination (DET et OPC)
- assistance lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement des travaux (AOR)
- MC6 : assistance au maître d'ouvrage pour mettre en œuvre la consultation et l'information des

interlocuteurs externes
- MC7 : mission topographique

1.5- Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

Sans objet.

1.6 – Décomposition en tranches et en lots

Le marché est décomposé en 3 tranches dont une tranche ferme et deux tranches conditionnelles, comme définies ci-dessus.

Ce marché n'est pas alloti dans la mesure où son objet et son exécution ne permettent pas l'identification de prestations distinctes.

1.7 – Conditions de participation des concurrents

Les candidats peuvent présenter une offre en qualité de candidats individuels et en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il se verra contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Un même mandataire ne pourra représenter plus d'un groupement.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer dans l'acte d'engagement les prestations (et leur montant) pour lesquelles la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros T.T.C.

1.8 – Conditions particulières d'exécution

En application de l'article 14 du Code des marchés publics, il est demandé à l'entreprise retenue quelle qu'elle soit, d'exécuter pour ces marchés une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Cette obligation est mentionnée à l'article 1.11 du CCP.

Attention : Les candidats ne sont pas autorisés à formuler dans leur offre des réserves sur cette clause. Une offre qui ne satisfait pas à cette condition sera déclarée irrégulière, au motif du non respect du cahier des charges.

Les candidats désireux d'obtenir des informations relatives à cette clause peuvent poser leurs questions par écrit auprès des coordonnateurs clauses sociales (cf. article 1.11.4 du CCP) ou directement via le site de dématérialisation à l'adresse indiquée à l'article 7.1 du présent règlement.

Article 2 – Conditions de la consultation

2.1 – Durée du marché - Délai d'exécution

Le marché prend effet à la date de l'ordre de service prescrivant le démarrage de la tranche ferme.

L'affermissement des tranches, le démarrage de chaque phase ou élément de mission sera prescrit par un ordre de service qui précisera le délai de remise des documents d'études.

Le délai minimum d'exécution des documents d'études s'établit comme suit :

AVP : 6 mois

Dossier de la loi sur l'eau (DLE) : 9 mois

Tranche ferme

Le délai global maximal de la tranche ferme du marché est de 2 ans

Tranche conditionnelle 1 (TC1)

La tranche conditionnelle doit être affermie dans un délai maximal de 3 ans à compter de la date de réception de la tranche ferme. La durée maximale de la tranche TC1 est de 24 mois.

Tranche conditionnelle 2 (TC2)

La tranche conditionnelle doit être affermie dans un délai maximal de 5 ans à compter de la date de réception de l'AVP remis à la tranche ferme. La durée maximale de la tranche TC2 est de 36 mois.

En cas de non affermissement d'une ou des tranches conditionnelles, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

2.2– Variantes et options

Les variantes ne sont pas autorisées.

Le marché ne comporte pas d'option.

2.3 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt (120) jours à compter de la date limite de remise des offres.

2.4– Mode de règlement

Les prestations du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

En cas de groupement si le paiement s'effectue sur plusieurs comptes, le règlement des factures sera effectué auprès du ou des titulaire(s) du ou des compte(s) indiqué(s) ci-dessus pour le montant des commandes réalisé par celui-ci ou ceux-ci.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) bénéficiant du paiement direct seront payées dans le délai global fixé à l'article 98 du Code des marchés publics.

En cas de dépassement de ce délai, le calcul des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

Le marché est financé sur les fonds propres de la collectivité et par des subventions éventuelles.

2.5– Enveloppe financière

L'enveloppe financière prévisionnelle est de 17 M €HT pour l'ensemble de l'opération, y compris les aléas et tolérances.

2.6 – Cautions et garanties exigées

Il convient de se reporter à l'article 6 du cahier des Clauses Particulières (C.C.P.).

2.7 – Propriété intellectuelle

L'option applicable au présent marché est l'option B telle qu'elle est définie à l'article B25 du CCAG-PI.

2.8 - Complément à apporter au Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.)

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au C.C.P.

Article 3 – Contenu du dossier de consultation

- ◇ le présent règlement de consultation
- ◇ l'acte d'engagement et ses annexes
- ◇ le cahier des clauses particulières
- ◇ le programme
- ◇ la décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F)
- ◇ la vue en plan générale – 1/1000

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard dix (10) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications seront signifiées aux candidats via la plateforme électronique www.marches.essonne.fr pour les candidats qui seront identifiés lors du retrait du DCE.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 4 – Documents pouvant être consultés par les candidats

Les documents suivants peuvent être consultés par les candidats au Service des Grands Projets de Déplacements de la Direction des déplacements – Immeuble France Essonne – 1 rue Edouard Branly à EVRY.

- Etudes géométriques de niveau préliminaire.
- Etude d'impact du dossier d'enquête préalable à la D.U.P.

Toute consultation devra être précédée d'une demande par mail envoyée en simultanée aux 2 adresses suivantes : cbusson@cq91.fr et dfauvage@cq91.fr

Article 5 – Présentation des candidatures et des offres

Les candidatures et offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euros. Il est demandé aux candidats de ne pas perforer ni relier leur offre.

5.1 - Documents à produire au titre de la candidature

A) Les déclarations, certificats et attestations suivants prévus aux articles 44 et 45 du Code des marchés publics :

- Une déclaration d'intention de soumissionner : formulaire **DC1 obligatoirement** dûment datée et signée
- La déclaration du candidat : formulaire **DC 2 obligatoirement**
- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés

B) Les références de leur entreprise et en particulier :

- Une note de motivation et de présentation du candidat ou de l'équipe précisant la mission de chacun. Cette présentation valorisera notamment les compétences exigées pour l'exécution du marché, à savoir :
 - expertise en infrastructure routière
 - expertise en hydraulique routière
 - architecte paysagiste
 - expertise en environnement et en génie écologique
 - expertise en ouvrages d'arts et écrans acoustiques
- Une liste d'opérations réalisées au cours des 3 dernières années, afin d'illustrer la capacité du candidat ou de l'équipe à réaliser le projet
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global réalisé au cours des 3 derniers exercices disponibles

En cas de co-traitance, chaque membre du groupement devra transmettre les mêmes documents que ceux listés ci-dessus, sauf le DC1.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs sous-traitants, le candidat produira les mêmes documents concernant le(s) sous-traitant(s) que ceux exigés ci-dessus. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce ou ces sous-traitants pour l'exécution du marché, le candidat **le candidat joint à son offre l'acte de sous-traitance (DC4).**

Chacune des références ou qualifications précitées pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir celles délivrées par les organismes de leur état d'origine.

Les entreprises pourront apporter la preuve de leur capacité par tout autre moyen.

NOTA : En cas de dossier incomplet, le Département pourra demander aux candidats de fournir les pièces manquantes dans un délai de 2 jours maximum. Toute absence de réponse du candidat pour compléter son dossier ou de dossier ne présentant pas les garanties administratives, techniques et financières entraînera le rejet de la candidature conformément à l'article 52 du code des marchés publics.

5.2 - Documents à produire au titre de l'offre

Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement (AE) tel que fourni dans le DCE, et dûment complété et signé ;
- La décomposition du forfait de rémunération à compléter
- Un mémoire justificatif qui exposera les dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du marché. Le mémoire devra au minimum contenir les précisions suivantes :
 - ❖ Une note sur les moyens humains et matériels mobilisés en phase étude en précisant notamment :
 - Le mode organisationnel pour les études techniques (AVP, PRO) précisant la composition de l'équipe (recours éventuel à des sous ou co-traitants) et l'exercice du contrôle qualité des prestations
 - Le mode organisationnel pour les études environnementales (dossier réglementaire au titre de la police de l'eau et actualisation de l'étude d'impact) comprenant le même niveau d'indication que la note précédente
 - Le mode organisationnel pour les études paysagères et le dossier d'autorisation de travaux en site classé comprenant le même niveau d'indication que la note précédente
 - Le mode organisationnel pour les études d'ouvrage d'art
 - ❖ Une note sur les moyens humains et matériels que le candidat se propose de mobiliser en phase travaux, avec, notamment :

- Une trame de compte rendu de chantier
 - la composition de l'équipe chargée du pilotage des travaux de terrassement, assainissement, chaussée
 - la composition de l'équipe chargée du pilotage des travaux d'ouvrage d'art et d'écrans acoustiques
 - la composition de l'équipe chargée du pilotage de travaux de paysagement
- ❖ Une note sur l'organisation et le suivi de qualité de la maîtrise d'œuvre avec désignation nominative du directeur de projet et des ingénieurs d'études et indiquant les démarches qualité que le candidat ou le groupement compte mettre en œuvre (OPQBI ou équivalent, ou présentation d'un dossier équivalent)
- ❖ Calendrier organisationnel des missions : un calendrier organisationnel prévisionnel et détaillé de l'ensemble des missions de chaque phase technique de l'opération intégrant les intervenants extérieurs

NOTA : L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue à l'article 6.3 du cahier des clauses particulières, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

5.3 - Documents à fournir à la notification

Au titre de l'article 46 du Code des marchés publics, le candidat retenu est informé que le marché ne pourra lui être notifié que sous réserve qu'il produise, **dans le délai de 5 jours** à compter de la réception du courrier du pouvoir adjudicateur l'informant de l'attribution du marché les documents suivants :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions **datant de moins de 6 mois** (articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale). Il est précisé que cette attestation devra être renouvelée tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites.

Dans l'hypothèse où le candidat ne pourrait pas fournir ces documents dans le délai précité, conformément aux dispositions de l'article 46 du Code des marchés publics, son offre serait alors rejetée. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le candidat établi dans un autre Etat que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

En cas de co-traitance, chaque co-traitant devra transmettre les mêmes documents que ceux mentionnés ci-dessus.

Article 6 – Jugement des offres

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée dans les conditions prévues aux articles 53 et 59 du code des marchés publics par application des critères suivants :

Valeur technique :

La valeur technique sera appréciée sur la base des documents présentés par le candidat dans son mémoire justificatif.

La note de 0 à l'un des sous-critères techniques rend l'offre irrégulière.

① CRITERES et sous-critères	COEF.	ATTRIBUTION DES POINTS
Moyens humains et matériels que le candidat se propose de mobiliser en phase étude		
Pour les études techniques (AVP, PRO)	2	1 pt → indications précises et détaillées répondant de manière très satisfaisante aux besoins du Département
Pour les études environnementales	2	0,75 pt → indications précises et détaillées répondant de manière satisfaisante aux besoins du Département
Pour les études paysagères et le dossier d'autorisation de travaux en site classé	2	0,5 pt → i indications généralistes répondant aux besoins du Département 0,25 pt → i indications incomplètes ou présentant des lacunes mineures
Pour les études d'ouvrages d'art	2	0 pt → indications inexistantes ou inexploitable
Moyens humains et matériels que le candidat se propose de mobiliser en phase travaux		
Trame de compte rendu de chantier	2	1 pt → indications précises et détaillées répondant de manière très satisfaisante aux besoins du Département
Composition de l'équipe chargée du pilotage des travaux de terrassement, assainissement, chaussée	2	0,75 pt → indications précises et détaillées répondant de manière satisfaisante aux besoins du Département
Composition de l'équipe chargée du pilotage des travaux d'ouvrage d'art et d'écrans acoustiques	2	0,5 pt → i indications généralistes répondant aux besoins du Département 0,25 pt → i indications incomplètes ou présentant des lacunes mineures
Composition de l'équipe chargée du pilotage des travaux de paysagement	2	0 pt → indications inexistantes ou inexploitable
Note sur l'organisation et le suivi de la qualité	1	1 pt → indications précises et détaillées répondant de manière satisfaisante aux besoins du Département 0,5 pt → indications généralistes mais répondant aux besoins du Département
Calendrier organisationnel des missions	1	0,25 pt → i indications incomplètes ou présentant des lacunes mineures 0 pt → indications inexistantes ou inexploitable
② CRITERE PRIX		
Prix	1	$P = 18 - [(offre analysée/offre la moins disante)-1] \times 18$

La note finale correspond à l'addition des points du critère technique et du critère prix.

En cas d'égalité de points, la note technique départagera les candidats.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix, les erreurs seront corrigées et les montants de ces prix seront rectifiés pour le jugement de la consultation.

Toutefois si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité par le Département à prendre connaissance des rectifications, ainsi que du nouveau montant reporté à l'acte d'engagement, et en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente. Le pouvoir adjudicateur se reportera alors sur le second candidat du classement établi.

Article 7 – Conditions d'envoi ou de remise des offres

Le candidat devra choisir un mode unique de transmission pour sa candidature et son offre.

7.1 - Transmission électronique

Conformément aux dispositions de l'article 48 et de l'article 56 du Code des marchés publics et relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics formalisés, la présente consultation fait l'objet d'une procédure dématérialisée.

Cette procédure permet aux candidats qui le souhaitent de télécharger les documents du dossier de consultation sur un réseau électronique et de déposer gratuitement une offre par voie électronique via la plateforme de dématérialisation à l'adresse suivante :

<https://www.marches.essonne.fr>

hotline : 0820 207 743

L'inscription est gratuite. Elle n'est pas obligatoire pour télécharger le DCE. Néanmoins, elle vous permet d'être automatiquement averti (par courriel) des éventuels compléments ou modifications

apportées aux documents que vous allez télécharger. En outre, elle vous permet également de poser des questions sur le cahier des charges dans les conditions fixées à l'article 8 du présent règlement.

Si vous ne souhaitez pas vous inscrire pour le téléchargement des pièces du DCE, il vous appartiendra de récupérer par vos propres moyens les informations communiquées.

Le Conseil général de l'Essonne s'engage à assurer la confidentialité et l'intégrité des documents mis en ligne ainsi que la sécurité des transactions sur un réseau informatique accessible à tous les candidats de façon non discriminatoire.

L'ensemble des éléments et étapes nécessaires à l'inscription et la transmission électronique sont expliqués à la rubrique « Aide », accessible depuis la page d'accueil.

L'offre électronique sera présentée sous la forme d'un fichier comportant les éléments relatifs à la candidature et les éléments relatifs à l'offre. Pour les marchés formalisés, le fichier doit être signé électroniquement.

"CONTENU DE LA REPONSE"

Chaque candidat doit produire un dossier de réponse comprenant les pièces précisées aux articles 5.1 et 5.2 du présent règlement de consultation.

Le DC1 et l'acte d'engagement, seules pièces de « l'offre » dont la signature individuelle est requise doivent être signés de façon individuelle, y compris sous forme électronique. En cas de groupement, l'acte d'engagement est signé soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises.

A cette fin, le soumissionnaire suit précisément les instructions mentionnées dans le présent règlement de la consultation, faute de quoi sa réponse peut être rejetée.

"PRECISIONS SUR LA SIGNATURE ELECTRONIQUE DES PIECES"

	Certificat reconnu (cas C1)	Certificat non référencé (cas C2)
Outil de signature de la plate-forme (cas OS1)	Aucun justificatif à fournir	Justificatifs "Autorité de certification" à fournir
Outil de signature de soumissionnaire (cas OS2)	Justificatifs "Outil de signature" à fournir	Justificatifs "Autorité de certification" à fournir Justificatifs "Outil de signature" à fournir

Dossier ZIP et signature scannée

Rappels généraux :

- Chaque fichier à signer doit être signé individuellement, de telle sorte que chaque signature puisse être vérifiée indépendamment des autres

- Un dossier zip signé n'est pas accepté comme équivalent à la signature de chaque document qui constitue le dossier zip
- Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique

7.2 - Transmission sur support papier

Les offres seront transmises sous pli cacheté contenant les éléments précisés aux articles 5.1 et 5.2 du présent règlement.

L'enveloppe portera l'adresse et les mentions suivantes :

**Conseil général de l'Essonne
DFCP/Service méthodes, achats, commissions et jurys
Porte W301
Hôtel du Département
Boulevard de France
91012 EVRY CEDEX**

Offre pour : **Maîtrise d'œuvre pour RD 31 : liaison RD17/RD74
Communes d'Itteville et de Saint-Vrain**

NE PAS OUVRIR

Les plis devront être adressés par envoi recommandé avec avis de réception postal ou remis contre récépissé à l'adresse ci-dessus.

Ils devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent règlement.

Les dossiers qui seraient remis (**dépôt des offres du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 13h30 à 16h30**) ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées sur la page de garde du présent règlement ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus; ils seront renvoyés à leurs auteurs.

Article 8 : Renseignements complémentaires

8.1 - Demande de renseignements

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, une demande via la plateforme de dématérialisation à l'adresse suivante :

<http://www.marches.essonne.fr>.

Une réponse sera publiée à cette même adresse à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Afin de maintenir une stricte égalité entre les candidats, toutes les demandes de renseignements et les réponses correspondantes se feront impérativement par écrit sur cette plateforme.

8.2 - Visites sur sites et/ou consultations sur place

Sans objet pour les visites sur site. Les documents listés à l'article 4 du présent RC peuvent être consultés à la Direction des déplacements, dans les conditions précisées.

__***_***